

La France des banlieues en haute turbulence: Crises non conventionnelles, initiatives hors-cadre

La France est frappée par un Katrina sociétal. Comme aux Etats-Unis, l'hébétéude et l'absence ont d'abord prévalu. Il importe désormais d'éviter –collectivement –les ornières fatales : la confusion, la fuite en avant, l'abdication. Face à une hémorragie, l'urgence absolue est de sauver le patient –des signaux ont été plantés. Face à une dynamique aussi puissante, une conduite stratégique de haute qualité est à assurer. Comment ? L'expérience suggère quatre lignes de questionnement.

De quoi s'agit-il ? Comme toute crise «hors cadre», celle-ci elle échappe à nos repères mentaux, nos codes de gouvernance. Certes, elle puise largement dans du connu –relégation, chômage, désespérance. Mais il nous faut maintenant affronter un double franchissement de seuil –dans l'ordre de l'inacceptable, l'abandon des quartiers et le rejet de populations entières –dans l'ordre du non négociable, la confiscation de territoires de la République. Et l'esquive n'est plus de mise –quand des populations sont en proie à une perte totale de repères, à commencer par celui de l'autorité –fondatrice de l'idée même de société. Toute crise –est heure de vérité, nous voici en face de nos responsabilités collectives.

Sur ce terreau connu, et désormais exacerbé en France, se jouent en ce moment des dynamiques inédites qui pulvérisent nos schémas, et ringardisent bien des discours. Se conjuguent notamment –des mutations brutales à l'échelle mondiale, un déplacement "impensable" des grandes lignes de faille nord/sud au cœur de nos pays, des constructions identitaires sur la violence et la mort. Et ce ne sont pas là que des questions de type moyen-oriental –le monde a été sidéré de voir ces déshérités de La Nouvelle-Orléans faire sécession, tirer sur les hélicoptères de secours, et obliger Washington à engager des opérations dignes d'une intervention dans des pays en proie au chaos. Tout cela s'installe dans un monde fait de réseaux proliférants, propices à des réactions en chaîne stupéfiantes –d'unités de vie pulvérisées, sujettes à des coagulations massives et inscrites dans l'instantanéité –de montées aux extrêmes qui deviennent la norme. Toute inflammation locale pouvant aisément muter en pandémie, via une industrie audio-visuelle mondiale qui a fait de l'émotion pulvérulente sa matière première essentielle.

Quels pièges ? La situation de crise «impensable» conduit structurellement à faire poser des gestes qui se révéleront très vite comme des impasses gravissimes. Il y a les mots employés, qui signent le rejet et cristallisent la révolte. Ce peut être aussi le discours aseptisé, la consultation molle, ou même la consécration de groupes déterminés à imposer le pire. Ce peut être, à l'opposé, l'envolée sur le thème –«Envoyons l'armée» –non, nous sommes sur un problème de sécurité publique, ne rentrons pas dans une sémantique de guerre.

Autres pièges. Le piège intellectuel –nous ne sommes pas dans un mai 68, avec Grenelle en point de mire. Il faut mesurer le caractère *asymétrique* des confrontations –en cours : des jeunes de 13 ans en ligne de front visible, pas d'interlocuteurs, pas de revendications, pas de projets "révolutionnaire". Et un fonctionnement biaisé de l'expression : ce qui est retransmis par la télévision est largement ce qui a été formaté par les interviewés pour passer à la télévision. En l'état de nos réflexions sur ces sujets –habous–, la manipulation, c'est le cas de l'écrire, est un jeu d'enfants. Le piège économique –au moment où, d'une certaine façon, la révolte est aussi un cri de détresse pour «exister», il serait dramatique de renvoyer une fois

de plus le message que l'économie mondiale n'a plus besoin des «déchérités», «non rentables». Le piège culturel devant la nécessité d'inventer, le risque est de se replier sur les pesanteurs les plus archaïques (racisme, colonialisme non dépassé), en refusant de voir que la diversité doit être convertie en richesse, et surtout pas vécue comme l'obstacle infranchissable.

Bien sûr, c'est la règle en toute situation limite, il ne faut pas négliger non plus le risque de basculement dans des affrontements mortels, qui viendraient à être recherchés avec par des groupes déterminés. Si la paranoïa est un piège, la naïveté peut l'être tout autant. Mais il faut se concentrer sur les dynamiques positives à engager –avec de très nombreux acteurs.

Quels acteurs Les crises de type cyclonique –qui absorbent l'énergie du terrain pour se renforcer à chaque instant –appellent une réponse épousant la même logique. En d'autres termes, pour ces crises hors-cadre, il est crucial de *mettre le citoyen au centre*. Et surtout ne pas lui donner le sentiment qu'il est abandonné, que l'on s'adresse plus volontiers aux auteurs de troubles graves, que l'on utilise peu ses médiateurs.

Certes, les écueils ne manquent pas, à commencer par celui –toujours possible en situation limite –des « milices » qui représenteraient le basculement dans la barbarie. Dans une société civilisée, le monopole de la violence légitime n'appartient qu'à l'Etat.

Avec les populations, avec leurs représentants élus, avec les associations rigoureuses dans leurs ancrages, nous avons à (ré)inventer une implication citoyenne. Non pas à la place des forces de l'ordre, mais à sa juste place, maillon de la chaîne devant assurer la sécurité des personnes et des biens. Puis à assurer la revitalisation, qui doit concerner bien au-delà des quartiers déchérités après les statistiques journalières de voitures incendiées, il serait important d'avoir les statistiques mensuelles concernant les efforts de solidarité.

Quelles initiatives C'est la clé des situations «inconcevables» –savoir trouver points d'appui qui permettront d'enclencher des dynamiques de sauvetage, de rétablissement, puis de refondation. Ceci bien sûr après avoir posé les quelques points de compression indispensables, avec précision, rigueur et respect des règles de droit.

Citons trois directions. La première, au ras du sol, quartier par quartier, ville par ville. Ce n'est pas parce que la situation est inquiétante qu'il faut tout centraliser. Bien au contraire, le véritable levier, ce sont les maires, leurs équipes et leurs relais les plus fins. Ce sont eux qui portent les dynamiques de vie. Il ne faut pas leur mesurer les appuis. Et, comme toujours dans les crises gravissimes, les réseaux de mères sont des points d'appui et de redémarrage essentiels.

La seconde, à l'échelon international –il ne faut pas tarder à prendre des initiatives. Cette épidémie n'est pas obligatoirement promise à rester purement française, et bien des lectures étrangères pourraient s'avérer un peu courtes dans un proche avenir. À l'initiative d'élus, il serait possible d'inviter en France une quinzaine de maires étrangers (d'Europe, voire d'Amériques) pour un travail d'échange et de créativité opérationnelle –cela constituerait une ouverture de tout premier ordre, notamment en termes de repères et de confiance, ô combien nécessaires aujourd'hui.

Au-delà, il va falloir mobiliser la société française, et au-delà des mots –on ne résout pas une crise de cette acuité sans redistribuer bien des cartes, notamment économiques mais aussi

culturelles. Il reste à trouver des voies concrètes, elles ne tomberont pas du ciel. Mais il ne faudra pas oublier le message à la première statistique «Assurante» sinon ce seront les nantis qui auront finalement signé le démembrement du pays.

Rappelons-nous ces mots bien lourds de Maurice Grimaud, à la fin des émeutes de 1968, et réinventons-les alors que l'incendie du pays se résorbe «Je fus troublé, passé le péril, de constater combien le pouvoir paraissait pressé d'effacer jusqu'au souvenir de ces événements qui avaient tant effrayé, tout un long mois, gouvernants et gouvernés. Ne fallait-il pas rappeler à ces hommes oublieux que l'on n'a pas toujours la chance de recevoir les avertissements du destin» Et puis, je voyais avec peine, comme Mai s'éloignait, s'installer le mépris et l'arrogance sur les débris de la peur. [...] l'ordre certes allait revenir, et c'était bien, mais il ne fallait pas que soient étouffées les voix qui avaient pendant trente jours appelé la naissance d'un monde plus juste, moins oppressif. La France de l'ordre ne devait pas fermer ses oreilles aux cris de sa jeunesse, sinon tout recommencerait un jour» (Maurice Grimaud, *En mai fais ce qu'il te plaît*, Stock, 1977, p. 11-322-323).

Patrick Lagadec est Directeur de Recherche à l'Ecole polytechnique, co-fondateur de l'European Crisis Management Academy, membre de l'Académie des Technologies de France. Spécialiste des crises non conventionnelle, il a publié de nombreux ouvrages, et notamment avec Xavier Guilhou *La Fin du risque zéro*, Eyrolles, 2002, avec Laura Bertone et Xavier Guilhou *Voyage au cœur d'une implosion – Ce que l'Argentine nous apprend*, Eyrolles, 2003. Avec Claude Henry, Olivier Godard et Erwann Michel-Kerjan *Traité des nouveaux risques*, Folio inédit, Gallimard, 2003.

www.patricklagadec.net